

Périgueux, le 27 mars 2012

La directrice académique des services de l'éducation nationale, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de la Dordogne

à

Mesdames et Messieurs les enseignants du premier degré public

S/C de Mesdames et Messieurs les IEN

Division Ressources
humaines
Vie de l'élève

Affaire suivie par
Vincent NAVARRO
Hélène MAZIERES

Téléphone
05 53 02 84 85
Fax
05 53 02 84 21
Mèl :
helene.mazieres
@ac-bordeaux.fr

20, rue Alfred de
Musset
24 016 Périgueux
CEDEX

Année scolaire 2012-2013

**Objet : Demande de travail à temps partiel – reprise à temps complet
Disponibilité – réintégration
Demande de congé parental**

Signalé : tous les courriers concernant ces questions doivent être envoyés directement à la direction académique des services départementaux de l'éducation nationale (division des ressources humaines et de la vie de l'élève pôle ressources humaines 1^{er} degré avec copie à l'IEN.

Ne pas oublier, le cas échéant, de joindre tous les justificatifs de nature à éclairer les décisions.

I - Le temps partiel

Le temps partiel est attribué pour la durée de l'année scolaire.
Les enseignants désireux de travailler à temps partiel pour l'année 2012/2013 (renouvellement ou nouvelle demande) sont invités à faire connaître leur souhait à l'aide de l'imprimé joint **avant le 12 avril 2012**.
Cet imprimé concerne tous les types de temps partiel (de droit ou sur autorisation) et réintégration après temps partiel.

Le temps partiel de droit :

Il peut être accordé pour :

- ☞ élever un enfant de moins de 3 ans. Ce temps partiel est ouvert à l'occasion de la naissance et jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant en cas d'adoption. Même si le temps partiel est de droit pendant toute cette période, **la demande doit être renouvelée chaque année pour des raisons d'organisation du service.**

NB : le temps partiel de droit se terminant le jour du 3^{ème} anniversaire de l'enfant, les personnels concernés peuvent :

- soit demander leur réintégration à temps complet pour le reste de l'année scolaire
 - soit prolonger leur temps partiel de droit pour convenance personnelle jusqu'à la fin de l'année scolaire avec obligatoirement la même quotité.
- Le choix de l'enseignant devra, dans toute la mesure du possible, être renseigné sur l'imprimé de demande de temps partiel afin d'organiser au mieux le service.*

- ☞ donner des soins à un enfant handicapé (l'autorisation est subordonnée au versement de l'allocation d'éducation spéciale)
- ☞ donner des soins à un conjoint, un enfant à charge ou à un ascendant victime d'un accident ou d'une maladie grave. Ces demandes sont subordonnées à la production d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier et sont soumises à l'appréciation du médecin de prévention
- ☞ le temps partiel est accordé de plein droit au fonctionnaire reconnu handicapé après avis du médecin de prévention (joindre la copie de la RQTH)

Il peut être accordé en cours d'année scolaire dans les conditions suivantes :

- après la naissance de l'enfant ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté
- à l'issue immédiate d'un congé pour maternité, d'un congé d'adoption, d'un congé parental ou d'un congé de paternité.

Les enseignants concernés au cours de l'année scolaire 2012/2013 doivent faire connaître leur intention, par courrier, au plus tard 2 mois avant le début de la période d'exercice du temps partiel.

L'affectation des enseignants qui bénéficieront d'un temps partiel pour raisons familiales connu après les opérations du mouvement est susceptible d'être revue, dans l'intérêt du service.

Les quotités autorisées :

Seules sont autorisées pour tous types de temps partiels de droit et sur autorisation :

- 50% et 75% hebdomadaire
- 50% annualisé une seule alternance possible :
l'année est divisée en deux périodes égales. Le choix de la période pourra être revu pour des raisons d'organisation du service.

L'attribution d'un temps partiel demeure subordonnée aux nécessités de fonctionnement du service.

Pour les temps partiels de droit, ce principe peut entraîner une modification de la quotité demandée et pour les temps partiels sur autorisation un refus du temps partiel. Dans les deux cas, ces décisions seront prises après un échange avec les enseignants concernés.

Fonctions incompatibles avec un temps partiel sur autorisation :

Les fonctions de remplaçant (BD, ZIL), enseignant de CLIS, ULIS, SEGPA, EREA, conseiller pédagogique, directeur et PEMF

Ces restrictions ont des conséquences sur le mouvement :

Les personnels qui exercent à titre définitif, pendant l'année scolaire 2011/2012 des fonctions incompatibles avec un temps partiel **doivent s'ils souhaitent garder leur temps partiel, participer obligatoirement au mouvement sur des postes compatibles avec leur temps partiel.** S'ils n'obtiennent pas satisfaction, un examen au cas par cas de leur situation sera effectué.

Les personnels qui n'étaient pas déjà affectés sur un poste incompatible avec un temps partiel et qui participent au mouvement tout en demandant un temps partiel peuvent mettre dans leurs vœux des postes incompatibles avec un temps partiel.

Lorsque le projet de mouvement aura été élaboré, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

Soit l'enseignant obtient un autre vœu que d'un des postes incompatibles avec un temps partiel, il peut donc maintenir sa demande de temps partiel ;

Soit l'enseignant obtient un poste incompatible avec le temps partiel, il lui sera alors demandé de choisir entre le temps partiel ou l'affectation obtenue. Dans le cas où il maintient sa demande de temps partiel, le ou les vœux incompatibles seront annulés et un nouveau projet de mouvement réalisé ou éventuellement, en l'absence de vœux disponibles, un maintien sur le poste d'origine pour les personnes nommés à titre définitif ou une participation au mouvement complémentaire pour les personnes nommées à titre provisoire.

Surcotisation pour la retraite :

En cas de temps partiel pour convenances personnelles et de droit pour donner des soins à son conjoint, enfant à charge ou ascendant, les fonctionnaires peuvent demander à surcotiser pour la retraite sur la base du traitement soumis à retenue pour pension correspondant à un fonctionnaire de même grade, échelon et indice travaillant à temps plein. Cette surcotisation ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de liquidation de plus de 4 trimestres. Les enseignants concernés veilleront à renseigner sur l'imprimé la rubrique prévue à cet effet.

Reprise à temps plein :

Les enseignants bénéficiant d'un temps partiel en 2011-2012 et qui ne souhaitent pas son renouvellement en feront la demande sur l'imprimé joint avant le **12 avril 2012**.

Pendant la période des congés de maternité, d'adoption, de paternité, de formation, l'autorisation d'exercer à temps partiel est suspendue et l'enseignant réintégré dans les droits d'un agent travaillant à temps plein. A l'issue du congé, il reprend son activité à temps partiel pour la période restant à courir.

II la disponibilité

La disponibilité est une position par laquelle le fonctionnaire en activité est placé hors de son administration ou service d'origine et perd ses droits à l'avancement, à la retraite, au logement ou à l'IRL.

La demande de mise en disponibilité doit prendre effet à compter du début de l'année scolaire et ne peut être inférieure à l'année scolaire.

Elle ne peut être demandée par un professeur des écoles stagiaire.

Les demandes de disponibilité doivent être rédigées sur papier libre et envoyées au plus tard le **12 avril 2012**, ou le plus tôt possible lorsque les circonstances ne permettent pas le respect de ce délai. En tout état de cause, une disponibilité doit être demandée au moins deux mois avant le début souhaité.

Disponibilités de droit : (justificatifs à joindre)

- ☞ pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge, un ascendant suite à un accident ou une maladie grave.
- ☞ pour élever un enfant de moins de 8 ans
- ☞ pour suivre son conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice du fonctionnaire
- ☞ pour exercer un mandat local

Disponibilités sur autorisation sous réserve des nécessités de service :

- ☞ pour études (joindre le certificat de scolarité)
- ☞ pour convenances personnelles (joindre toutes les pièces de nature à éclairer votre demande)
- ☞ pour créer ou reprendre une entreprise (joindre l'extrait du registre du commerce)

La réintégration :

Elle est de droit. Il est conseillé de la demander avant le 1^{er} avril 2012 afin que l'intéressé(e) puisse participer au mouvement départemental. La réintégration est subordonnée à la vérification de l'aptitude physique par un médecin agréé.

III Le congé parental

Le congé parental est la position du fonctionnaire qui est placé hors de son administration pour élever son enfant. Il conserve ses droits à l'avancement réduits de moitié. Son poste lui est conservé pendant la première période de 6 mois. Le congé parental est accordé de droit aux fonctionnaires titulaires et stagiaires.

La possibilité d'obtenir un congé parental est ouverte soit à la mère après un congé de maternité ou d'adoption, soit au père.

Le congé parental est accordé à l'occasion de chaque naissance ou de chaque adoption par périodes de 6 mois renouvelables. Il prend fin au plus tard au troisième anniversaire de l'enfant ou, en cas d'adoption, à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant de moins de 3 ans. Lorsque l'enfant adopté a plus de 3 ans mais n'a pas encore atteint l'âge de fin d'obligation scolaire, le congé parental ne peut excéder une année à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant.

La dernière période de congé parental peut être inférieure à 6 mois pour assurer le respect du délai des 3 ans. Si une nouvelle naissance ou adoption intervient alors que le fonctionnaire se trouve déjà en position de congé parental, celui-ci a droit à une prolongation du congé parental pour une durée de 3 ans.

Première demande :

Le congé parental peut débuter à tout moment au cours de la période y ouvrant droit. Toutefois, un fonctionnaire ayant bénéficié d'une période de congé parental ne peut bénéficier à nouveau, au titre du même enfant, d'une nouvelle période de congé parental, s'il a repris son activité entre temps.

La demande de congé parental doit être présentée au moins 1 mois avant le début du congé.

Renouvellement :

Les demandes de renouvellement doivent être présentées au moins 2 mois avant l'expiration de la période en cours sous peine de cessation de plein droit du bénéfice du congé parental.

Réintégration :

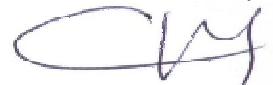
A l'expiration de son congé, le fonctionnaire est réintégré de plein droit. Les demandes de réintégration doivent être présentées au moins 2 mois avant l'expiration de la période en cours.

Il peut être mis fin de façon anticipée à un congé parental. Ces demandes doivent rester exceptionnelles et être justifiées.

L'enseignant en congé parental qui a perdu son poste sera réaffecté le plus près possible de son ancienne affectation en fonction des nécessités de service.

Les services de la division des ressources humaines restent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

La Directrice académique



Jacqueline ORLAY